



2013 = 0%, 2014 = 0%, 2015 = 0% ?

Le triple 0, c'est à nous de le mettre à la direction !

Tous en grève vendredi pour des AGS conséquentes

La deuxième réunion des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) aura lieu ce vendredi.

Malgré des chiffres de vente en hausse dans le monde, en Europe et en France, la direction a donné, lors de la première réunion de fin janvier, des signes très inquiétants sur ses intentions.

C'est maintenant qu'il faut exprimer notre mécontentement et notre opposition totale à la poursuite du blocage de nos salaires. De l'argent, il y en a, nous devons récupérer notre dû.

La direction, par la voix du directeur RH France Jean Agulhon, n'y est pas allée par quatre chemins lors de la première réunion de fin janvier.

Elle a avancé un premier chiffre pour les AGS : 0 !

C'est lors de la deuxième et probable dernière réunion des NAO de ce vendredi 13 février que se joueront les choses. Il faut faire monter la pression sur la direction et montrer notre mécontentement.

Nous devons nous mobiliser pour mettre un terme au blocage des salaires qui a cours depuis la signature de l'accord de compétitivité en 2013. Contrairement à ce que beaucoup de salariés pensent, cet accord ne fixe pas les AGS sur 3 ans (seule une version intermédiaire donnait un chiffre indicatif). Les NAO n'ont pas volé leur nom, il s'agit de négociations « annuelles » et « obligatoires ». C'est donc maintenant que se jouent nos AGS.

Nous subissons chaque jour les conséquences de l'accord de compétitivité : blocage des salaires, baisse des effectifs (-200 Renault à Lardy en 2 ans), désorganisation, dégradation de nos conditions de travail. Nous sommes les seuls à payer les pots cassés de la crise de 2008 dont les responsables, les actionnaires et les grands patrons, sont déjà sortis depuis longtemps.

Non à la suppression des AGS !

La direction se retranche derrière l'inflation faible en 2014 et 2015 pour tenter de faire passer sa manœuvre de suppression des AGS pour les ETAM. Ce qui se cache derrière cela, c'est l'individualisation totale, la compétition des salariés entre eux.

Nous réclamons des AGS conséquentes pour toutes les catégories de salariés, seules à même de compenser les pertes cumulées sur plusieurs années.

La citation de la 1^{ère} réunion de NAO :

« La compétitivité s'apprécie en fonction de l'inflation, pour 2014, égale à 0%. Si Renault veut maintenir le niveau de compétitivité, **nous devrions être à 0% d'augmentation de salaires pour 2015** ».

Jean Agulhon, directeur RH France

La CGT, SUD et la CFDT appellent les salariés à se retrouver devant le centre de Lardy pour une heure de grève

Vendredi 13 février à 10H00

Retrouvons-nous nombreux devant l'entrée principale du CTL

1H00 de grève pour les équipes en fin de poste

La CGT-Renault appelle à des actions sur tous les sites du Groupe. Des appels sont prévus au Technocentre, VSF, Cléon, Flins, Le Mans, Sandouville, Douai, dans les filiales et le réseau.

L'individualisation à outrance pour détourner des vraies injustices



En tentant de supprimer les AGS, la direction a une idée en tête. C'est nous faire croire qu'on a plus à gagner à nous battre entre nous pour de maigres augmentations individuelles ou des primes dites de performance (qui sont 3000 fois plus faibles que celle touchée par Carlos Ghosn), plutôt que de construire la mobilisation qui sera capable de répartir autrement les richesses créées.

La vraie injustice, ce n'est pas qu'untel ou untel touche une augmentation ou une prime plus élevée que son voisin, mais que les actionnaires continuent à engranger dividendes et profits de leurs spéculations alors que nos

conditions de travail se dégradent et que nos salaires sont gelés.

La seule réponse de la direction lors de la première réunion de négociation au sujet de la redistribution des richesses produites a été de dire que pour les salariés, elle se faisait par l'intéressement ! Un intéressement qui est maintenant directement indexé sur la marge opérationnelle (la MOP). Or, une MOP élevée, c'est l'assurance pour les actionnaires de voir les dividendes qu'ils reçoivent augmenter encore plus et la valeur de l'action s'envoler. Et plus la MOP est élevée, plus l'écart entre intéressement des salariés et revenus des actionnaires se creuse.

Le mécanisme censé « redistribuer » les richesses n'est en fait qu'une entourloupe de plus pour creuser de nouveau les inégalités !

L'annonce des résultats financiers le jeudi 12 février, d'où découlera la prime d'intéressement Groupe, ne devra donc pas nous détourner du point essentiel : **il nous faut de vraies AGS, seules à même de compenser les pertes que nous subissons depuis des années.**

Et en plus, ils planquent leur argent en Suisse...

Le journal Le Monde a publié des informations liées à une gigantesque opération d'évasion fiscale concernant plus de 100 000 clients, et représentant une somme de 180 milliards de dollars. Parmi eux, plus de 3 000 clients français. Le système était bien rodé : la filiale genevoise de HSBC ouvrait des comptes sans se préoccuper de l'origine des fonds apportés. Puis elle proposait à ses clients une sécurité supplémentaire par rapport à la fiscalité : la mise à l'abri des fonds dans des sociétés domiciliées dans des paradis fiscaux encore plus discrets que la Suisse, comme le Panama ou les îles Vierges. Parmi les personnes concernées en France et citées par Le Monde, des patrons d'entreprises comme Tati ou les parfums Nina Ricci, des artistes, des sportifs, des familles d'industriels, etc. Il faut y ajouter au niveau international des trafiquants d'armes et de drogues, des financiers, le roi du Maroc, des princes saoudiens, etc.



Dans le lot de ces « Swiss Leaks », le responsable de la représentation officielle de Renault-Nissan en Tunisie, l'homme d'affaires Moncef Mzabi, avec un « petit » compte à 9 millions de dollars...

Et combien d'actionnaires ? Combien d'actionnaires qui bénéficient des fruits de notre travail et qui, en plus, planquent leur argent pour éviter de payer des impôts ? Dans le même temps, pour nous, il faudra même déclarer la part de la mutuelle payée par Renault dans notre déclaration de revenus 2015 !

Les données publiées par Le Monde ne constituent que la face émergée de l'iceberg. En France, une commission d'enquête du Sénat sur l'évasion fiscale avait estimé en juillet 2012 son coût pour les finances publiques entre 30 et 60 milliards d'euros par an.

Pour faire en sorte qu'ils arrêtent de gagner sur tous les tableaux, il va bien falloir que le monde du travail réagisse, s'organise et fasse entendre sa voix.